

« Les prix de l'électricité resteront sous contrôle en 2026 »

Cinq mois après sa nomination à la tête d'EDF, **Bernard Fontana** nous détaille sa stratégie pour assurer l'approvisionnement du pays face aux défis climatiques et industriels.

Propos recueillis par
Erwan Benezet
et **Vincent Vériér**

STABILITÉ des tarifs, nouveau nucléaire et recrutements en masse : le PDG d'EDF, Bernard Fontana, dresse auprès de notre journal ses grands chantiers pour les années à venir.

Le mécanisme de protection contre les fortes variations de prix prend fin au 31 décembre. Faut-il craindre de nouvelles flambées des tarifs ?

BERNARD FONTANA. Depuis des années, je n'ai eu de cesse d'entendre que ce mécanisme (l'Arenh, Accès régulé à l'électricité nucléaire historique, qui impose depuis 2011 à EDF de céder à prix cassé de l'électricité nucléaire à ses concurrents) était un poison pour tout le monde. On ne peut pas dire qu'il ait protégé les consommateurs pendant la crise énergétique.

Qu'est-ce qui va changer ?

Au 1^{er} janvier, nous allons passer à un système plus proche des marchés. Ce qui veut dire qu'au-delà d'un certain niveau de prix, une partie des bénéfices sera redistribuée aux consommateurs.

Suffisamment pour stabiliser les tarifs ?

Sur la partie production, qui est notre domaine, oui, nous pouvons garantir qu'ils resteront sous contrôle l'année prochaine. Mais les tarifs intègrent également une part transport, et une part liée aux taxes qui, elle, est du ressort de l'État.

Pourtant, 12 millions de particuliers continuent de souffrir de précarité énergétique...

Nos 23 millions de clients particuliers peuvent s'appuyer sur un réseau de 5 000 conseillers, tous installés en France, pour réduire leurs factures, choisir le contrat le plus adapté (de nouvelles heures creuses seront mises en place à partir du 1^{er} novembre), maîtriser leur consommation, voire réaliser des travaux de rénovation énergétique.

En parallèle, vous prévoyez une hausse de la consommation dans les prochaines années ?
Inévitablement. Il s'agit d'anti-



LP/PHILIPPE LAVIELLE

ciper une électrification des usages, indispensable si nous souhaitons nous passer des énergies fossiles, comme la mobilité par exemple, avec la voiture électrique, ou le chauffage, via la pompe à chaleur. Sans compter le numérique, l'intelligence artificielle et la multiplication des data centers, très gourmands en énergie, qui participeront à cette croissance.

Justement, comment comptez-vous répondre à ces nouvelles demandes ?

À la fois en prolongeant la durée de vie des réacteurs, mais également en assurant la production la plus optimale possible du nucléaire existant. Notre parc compte aujourd'hui 57 réacteurs. Nous équipons 13 d'entre eux, les premières générations de 900 mégawatts (MW), avec de nouvelles turbines fabriquées par notre filiale Arabelle à Belfort, afin d'augmenter leur puissance de 35 MW. Soit une augmentation de 455 MW au total, l'équivalent d'un demi-réacteur.

Ça n'est pas dangereux ?
Au contraire. Nous n'avons eu de cesse d'augmenter les

Paris (VIII^e), mercredi. Alors que le parc nucléaire existant a été prolongé, Bernard Fontana se veut rassurant sur la sécurité de ces installations : « C'est notre priorité numéro un. »

niveaux d'exigence depuis la création du parc nucléaire existant, avec de nombreux travaux de modernisation. Résultat, les réacteurs sont encore plus sûrs aujourd'hui qu'ils ne l'étaient au moment de leur mise en service. La sûreté nucléaire n'est pas négociable, c'est notre priorité numéro un.

Et puis il y a le nouveau nucléaire ?

Après l'EPR de Flamanville, qui vient tout juste de redémarrer, nous allons construire trois nouvelles paires de réacteurs, des EPR 2. D'abord à Penly (Seine-Maritime). Avec une mise en service prévue en 2038. Puis à Gravelines (Nord) et Bugey (Ain).

Flamanville a accusé douze années de retard et vu son budget passer de 3,3 à 25 milliards d'euros (Mds€). Les nouveaux EPR subiront-ils le même sort ?

Pour Flamanville, la filière avait perdu une partie de son savoir-faire. On a essuyé les plâtres. Des erreurs ont pu être commises à Hinkley Point (en Grande-Bretagne, où se construisent actuellement deux nouveaux EPR),

notamment sur la préparation et la logistique. Nous en avons tiré les leçons pour nous préparer au mieux pour les prochains réacteurs. Et puis leur construction en série permettra de mutualiser les coûts.

On a d'abord parlé d'un budget de 53 Mds€ pour ces six réacteurs. Puis 67 Mds€. Et maintenant 100 Mds€. Combien cela va-t-il coûter ?

Nous publierons nos estimations consolidées d'ici à la fin de l'année.

Et le renouvelable ?

La France est parvenue à un accord de principe avec la Commission européenne concernant nos barrages hydrauliques. Cela va nous permettre d'investir 4,5 Mds€ d'ici à 2035 sur les plus grosses installations, afin notamment d'augmenter leurs capacités de production de 20 %. Nous continuons aussi à investir dans le solaire et l'éolien, même si la consommation actuelle est atone.

Il faudra également investir dans les réseaux électriques et les autres moyens de production,

existants, le tout alors que l'entreprise accuse une dette de 54 Mds€. C'est une équation insoluble ?

Depuis mon arrivée, nous avons ajusté la stratégie. Cela passe notamment par une plus grande sélectivité de nos investissements, notamment à l'international, et d'éventuelles cessions d'actifs. J'ai également lancé un plan d'économie de 1 Md€ par an, en simplifiant nos modes de fonctionnement et en limitant des dépenses administratives.

Ces nouveaux chantiers impliquent d'embaucher massivement...

En effet. La filière nucléaire française aura 10 000 postes à pourvoir par an pendant encore dix ans. De notre côté, nous recrutons actuellement en France 10 000 personnes par an, plus 4 500 alternants et 5 000 stagiaires. C'est considérable. En nous appuyant évidemment sur le tissu local. Sur les 1 000 personnes déjà présentes sur le chantier de Penly, près des deux tiers sont originaires de la région. À plein régime, les chantiers des EPR2 mobiliseront plus de 30 000 emplois.



La filière nucléaire française aura 10 000 postes à pourvoir par an pendant encore dix ans